

pu passer deux ou trois semaines de plus à l'hôpital ou dans les camps de repos avant de retourner sur la ligne de feu. Si j'en parle, c'est à seule fin de démontrer que nous étions réellement à court de renforts. Cette pénurie de renforts existe à l'heure actuelle. D'après les communiqués d'hier et d'aujourd'hui, la bataille a été particulièrement sanglante à la frontière allemande en France. Heureusement, notre armée canadienne n'a pas participé, depuis deux ou trois jours, au gros des engagements sur ce front. Toutefois, dès que nos troupes remonteront à la ligne de feu, elles pourront encore subir de lourdes pertes, de sorte qu'il faudra d'autres hommes pour remplacer les blessés et prendre la place de ceux qui ne peuvent plus combattre.

Je connais le général McNaughton depuis l'autre guerre et même plus longtemps, et je le tiens en très haute estime. Je suis donc fort peiné de voir que, par suite d'une erreur de jugement, il ait été induit à dire que nous pourrions obtenir assez de volontaires pour remplacer les blessés ou ceux qui sont morts sur le champ de bataille. Il a dû éprouver un sentiment fort pénible quand il est revenu au Parlement, le lendemain même, et qu'il a été obligé d'avouer: "Je me suis trompé hier, et je dois en venir à la même conclusion que celle que le colonel Ralston a fait connaître au cabinet, il y a près de quatre semaines."

Depuis le début du présent débat, on a beaucoup parlé de la conscription. J'ai prêté attentivement l'oreille aux discours de l'honorable leader de la Chambre (l'honorable M. King) et de l'honorable sénateur de Vancouver-Sud (l'honorable M. Farris). Ils ont été fort éloquentes. Il est vrai que ces deux honorables sénateurs ont surtout plaidé la cause du premier ministre et ont fait ses louanges. Je ne les en blâme pas puisqu'ils sont ses loyaux partisans. Cependant, ils me permettront de différer d'opinion avec eux sur la plus grande partie de ce qu'ils ont dit. Je me demande s'ils n'auraient pas mieux fait de parler avant ce qui s'est déroulé mercredi et jeudi derniers car, depuis ce temps, je crois, le premier ministre a grandement baissé dans l'estime de la population.

L'honorable M. FOSTER: C'est matière d'opinion.

L'honorable M. BLACK: Oui, c'est matière d'opinion, et je suis bien prêt à attendre que la population ait l'occasion d'exprimer son opinion.

Je tiens à adresser un compliment à l'honorable monsieur de Vancouver-Sud. En 1942, lorsque nous étudions l'amendement à la loi sur la mobilisation des ressources nationales, il fut le seul membre de l'autre côté de la Chambre à déclarer sans ambages qu'en pro-

L'hon. M. BLACK.

posant cet amendement le Gouvernement,— le parti libéral,—s'engageait définitivement à recourir à la conscription. Il a déclaré qu'il n'y avait aucune raison pour camoufler les faits et nous, de ce côté-ci, en avons convenu avec lui. A cette occasion, l'amendement reçut tout autant d'appui de ce côté de la Chambre que du côté du Gouvernement, car on était généralement d'avis qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que de recourir à la conscription dans une guerre tant soit peu importante et longue.

Je désire appeler l'attention sur un autre fait qu'à mon sens il y a lieu de souligner, et sous ce rapport je regrette que ma voix ne puisse se faire entendre au delà des murs de cette enceinte. J'ajouterai, en passant, qu'il se fait au Sénat maintes déclarations pertinentes et utiles auxquelles la presse ne donne guère de publicité. Nous avons parmi nous des hommes qui jouissent d'une grande expérience aussi bien dans la vie publique que dans le monde des affaires et dans les carrières libérales et, à mon sens, notre pays y perd parce qu'on ne propage pas suffisamment en dehors du Sénat les opinions qu'ils expriment ici.

Maintenant, pour bien établir les faits, je tiens à dire quelques mots de la conscription. Le parti conservateur n'a jamais imposé la conscription dans ce pays. Ce parti n'était pas plus responsable que l'autre parti principal, le parti libéral, de la loi de conscription qui a été imposée en 1917. Les deux partis se sont unis pour l'adopter. Voici ce qui s'est produit. On forma un gouvernement d'Union et le cabinet fut composé d'un nombre égal de libéraux et de conservateurs. Il comprenait notamment certains libéraux éminents comme M. Fielding, M. Sifton et deux honorables messieurs ici présents qui ne faisaient pas partie du Sénat à cette époque—M. Ballantyne et M. Calder.

L'honorable M. HÖRNER: M. Guthrie.

L'honorable M. BLACK: Oui.

L'honorable M. SINCLAIR: M. Fielding ne faisait pas partie du cabinet.

L'honorable M. BLACK: Le cabinet comptait autant de libéraux que de conservateurs et ceux-là étaient parmi les membres les plus puissants de leur parti à la Chambre des communes. Savez-vous pourquoi j'insiste là-dessus? Je n'accuse personne car j'estime que ces hommes ont fait exactement ce qu'ils avaient à faire. Ils ne pouvaient agir autrement puisque le Gouvernement avait appris que le régime du volontariat n'avait pas réussi à recruter assez de renforts pour combler les pertes essuyées en France. Un comité du